

01	Lait	05	Volaille
02	Lait bio	06	Fruits et légumes
03	Viande bovine	07	Grandes cultures
04	Porcs	08	Sucre
		09	Viticulture

édito

Face aux crises, toutes les filières sont invitées à repenser leur stratégie.



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr

Le pilotage des entreprises agricoles devient plus complexe. Les récoltes 2015 se terminent. Elles ont souvent été au rendez-vous, tant du point de vue de la quantité que de la qualité. Les prix payés sont par contre très en deçà des attentes des producteurs compte tenu du niveau de leurs coûts de revient.

Toujours plus internationaux, les marchés imposent désormais leur loi à toutes les productions. Les évolutions successives de la PAC et les différents accords de l'OMC ont supprimé progressivement les filets de sécurité et les régulations de productions. Les tentatives mises en œuvre par les pouvoirs publics pour s'affranchir des prix de marchés sont restées vaines. Pour preuve, les cours de la viande bovine et du porc ont repris leurs niveaux de prix dictés par la loi des marchés.

Les perspectives à moyen terme restent néanmoins favorables, compte tenu de la hausse structurelle de la demande mondiale. D'un autre côté, les risques géopolitiques, l'évolution de la parité euro-dollar, les accidents climatiques, les crises sanitaires... entraînent des fluctuations de cours difficilement prévisibles et fragilisent les acteurs des filières.

Les stratégies se développent à l'échelle de filières.

En production laitière, nos voisins du nord se mettent en ordre de bataille pour produire davantage, réduisant ainsi leurs coûts de revient. Ils s'organisent pour exporter leurs excédents, notamment sur le sol français, et contribuent plus encore à la chute des cours. Davantage contraints par une logique de substitution des quotas par les contrats, les producteurs français ne peuvent actionner ce levier.

Pour faire face à la variabilité des prix et des revenus agricoles, des mesures de politique publique sont nécessaires. Néanmoins, il est souhaitable pour chacun des acteurs de rechercher des stratégies d'adaptation :

- maîtriser ses coûts et retarder les investissements si la crise est conjoncturelle, afin d'attendre une période plus favorable;
- différencier sa production, changer de modèle, si les avantages concurrentiels ne sont plus là ou si la demande évolue structurellement;
- pour les filières s'inspirer de stratégies de regroupement d'offre pour conquérir des marchés internationaux.

Les acteurs majeurs de la filière arboricole, en forte crise il y a une dizaine d'années, ont su passer outre leurs différends pour s'associer. Aujourd'hui l'opérateur « Blue Whale », issu d'une union de coopératives, est présent dans quatre bassins de production : Sud-Ouest, Sud-Est, Val de Loire et Alpes. Cette entité tournée vers l'exportation pour près de 80 % de sa production est maintenant positionnée comme un acteur de rang mondial, en capacité de vendre des pommes dans 70 pays, partout dans le monde.

Ce regroupement de l'offre à l'international permet de trouver des solutions pour vendre les produits sur différents circuits, en fonction des opportunités ou contraintes du moment.

01. Lait

Aucun signe de modération de cette production ne semble se dessiner en septembre 2015.

Sommes-nous dans le creux d'une phase de volatilité où l'excès d'offre fait suite à la boulimie en lait ?

Rétrospective sur 36 mois

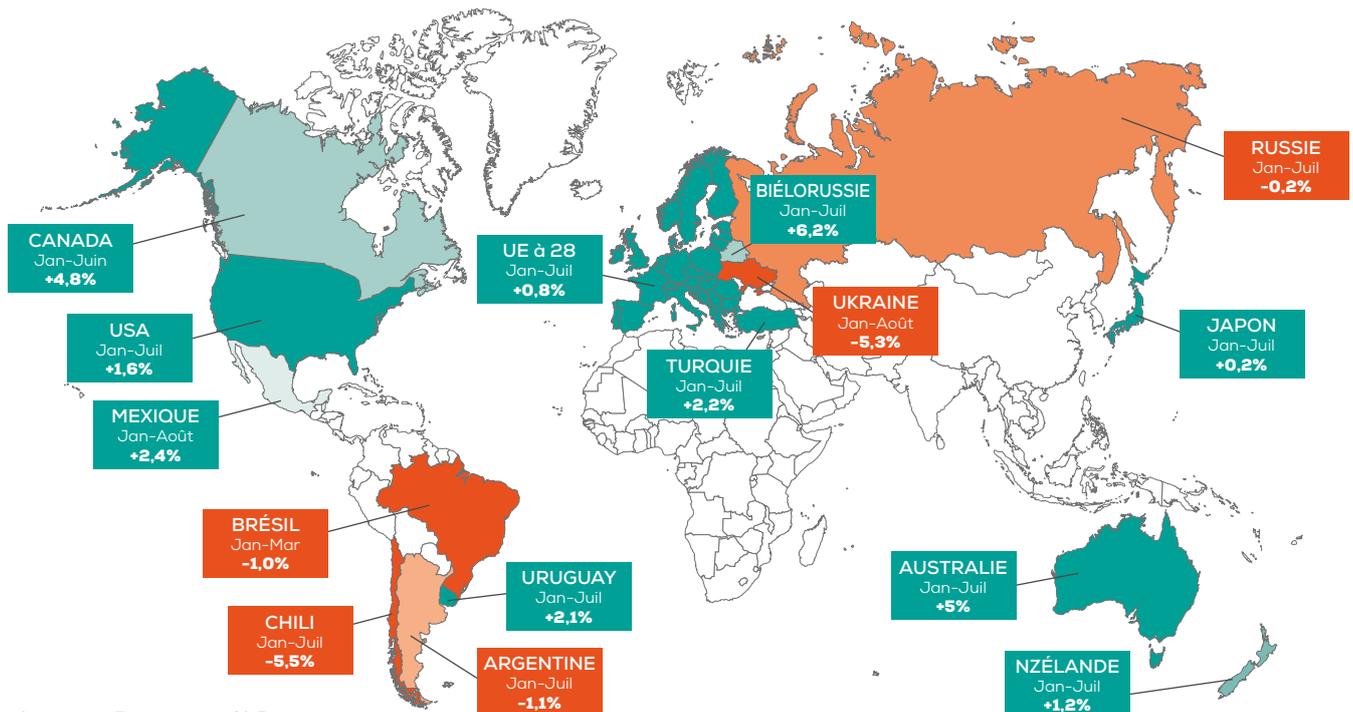
2013 à juin 2014: le monde laitier est confronté à une demande dynamique impulsée par la Chine. L'offre peine à suivre. S'ajoutent à cette embellie conjoncturelle des indicateurs structurels de marchés porteurs: croissance de 2 % de la demande d'ici 2030 et plus.

Les prix s'envolent et la spéculation s'active début 2014 sur les produits industriels notamment en Chine.

Des signaux positifs sont donnés aux 5 grands bassins de production mondiaux et les effectifs de vaches sont en croissance.

De juillet 2014 à octobre 2015: boostée par les signaux positifs du marché de la période précédente, la production laitière croît aux USA, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Europe. Aucun signe de modération de cette production ne semble se dessiner en septembre 2015 si ce n'est de spéculer sur des phénomènes climatiques style El Niño...

Evolution de la production laitière mondiale (7 premiers mois 2015)



Source: Conjoncture ATLA, septembre 2015

La demande chinoise pâtit sur 2015 de la mise sur le marché de stocks constitués en 2014 par les spéculateurs.

La demande

Parallèlement, elle se contracte sur 2015. Les effets de l'embargo russe sur les produits laitiers et surtout la moindre demande chinoise en sont les raisons principales.

Le moteur de la consommation chinoise n'est pas cassé, seulement ralenti en 2015.

La demande chinoise pâtit sur 2015 de la mise sur le marché de stocks constitués en 2014 par les spéculateurs à moins de 1000 \$ la tonne. La consommation intérieure reste proche de celle de 2013. En 2014 les spéculateurs chinois ont de fait contribué à masquer la réalité d'un marché déjà excédentaire d'où l'intensité de ce contrecoup 2015.

Illustrons :

- -28 % d'importation par la Chine sur la poudre le lait écrémé sur les 7 premiers mois 2015 par rapport aux mêmes mois 2014,

Pour les 10 principaux pays importateurs sur ces mêmes mois 2015/2014,

- Pour le beurre, -20 % d'importation,
- Concernant les fromages (Gouda, Edam), -6 %, les cotations sont inférieures en septembre 2015 aux plus basses de 2009,
- Pour les poudres grasses, -26 %, marché principalement capté par la Nouvelle-Zélande.
- Conjointement, les fabrications européennes de PGC reculent au 1^{er} semestre 2015 suite à une moindre consommation de lait liquide et fermenté.

Sur 35 mois, l'univers du lait de vache s'offre le privilège de passer d'une situation déficitaire à

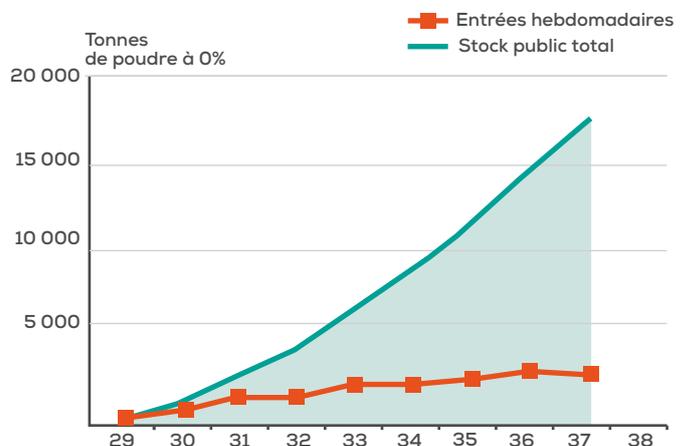
une situation excédentaire en juxtaposant une dynamique contraire entre l'offre et la demande : le « long fleuve tranquille devient-il durablement réactif ? ».

L'union Européenne et la France dans ce contexte laitier

Les 3 premiers mois 2015 ont encore été marqués par le respect des quotas d'où une légère inflexion de la dynamique de la production par certains pays du Nord de l'Europe sur ce 1^{er} trimestre.

Depuis, on assiste à une reprise de la collecte européenne avec +2,2 % de progression constatée entre juillet 2014 à juillet 2015 avec comme moteurs le Royaume-Uni, la Pologne, l'Irlande et les Pays-Bas. La conquête d'autres marchés sur de nouveaux débouchés (Moyen-Orient, Pays d'Asie autre que la Chine) aidée par

Intervention publique poudre de lait écrémé



Source : Conjoncture ATLA, septembre 2015

La baisse des prix ne semble pas induire une inflexion de la production européenne qui serait pourtant nécessaire pour rééquilibrer le marché.

la parité euro-dollar à l'avantage de l'Europe ne suffit pas à résorber cette surproduction. Les stocks de poudre de lait à 0 % et des fromages augmentent et sont supérieurs à ceux des autres années.

Des ventes à l'intervention s'observent depuis juillet avec des livraisons hebdomadaires autour de 3000 tonnes sur septembre malgré la non-revalorisation par l'Union Européenne du prix d'intervention.

La baisse des prix ne semble pas induire une inflexion de la production européenne qui serait pourtant nécessaire pour rééquilibrer le marché.

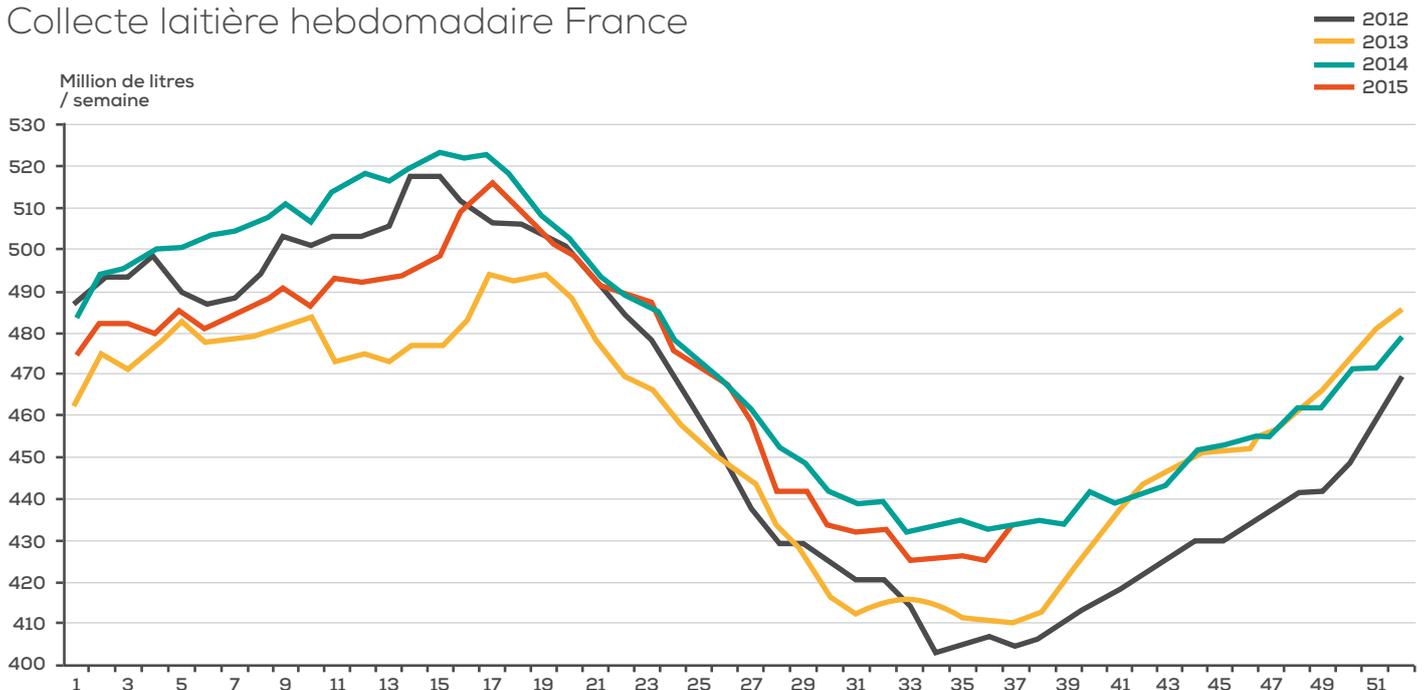
La France

Sa production ne connaît pas la dynamique de ses voisins du Nord et affiche un recul de 0,7 % sur les 7 premiers mois 2015 par rapport à 2014. La chute du prix du lait payé aux producteurs (307 €/1000 l sur les 7 premiers mois 2015) affecte probablement la reprise française qui n'augure pas une participation à cette croissance laitière européenne.

Quelles perspectives 2016, et à moyen terme ?

L'offre sur cette fin d'année et le 1^{er} semestre 2016 restera très certainement surabondante par rapport à la demande. La pression sur le prix demeurera et des niveaux de prix de l'ordre de

Collecte laitière hebdomadaire France



Source : Conjoncture ATLA, septembre 2015, France Agrimer.

Dans l'attente de ce rééquilibrage, force est de constater qu'on entre dans un bras de fer entre bassins de production.

280 € / 1000 l sont plausibles en France sur les prochains 6 mois 2016. Les accords politiques ou autres tables rondes ne structureront pas, au-delà de l'éphémère, un prix dans un univers européen ouvert. Le prix allemand, déjà inférieur de 20 € au prix français au 1^{er} octobre, ne prédit pas l'optimisme. L'Europe, qui a décidé de libéraliser le marché du lait, a maintenu à minima ses outils d'intervention avec un prix d'intervention qu'elle refuse de revoir à la hausse. Le retour à un prix rémunérateur passera par une adéquation offre/demande. Dans l'attente de ce rééquilibrage, force est de constater qu'on entre dans un bras de fer entre bassins de production où les plus résistants resteront les acteurs de demain.

Quels leviers pour un équilibre de marché ?

Deux leviers classiques cohabitent dans un marché libéralisé :

1- L'offre baisse pour s'adapter à la demande :

- La Nouvelle-Zélande restera hégémonique sur les marchés d'Asie et met en œuvre une restructuration de Fonterra pour rester compétitive,
- Les USA disposent d'un marché intérieur solide, d'un marché mexicain captif et d'une politique agricole assurantielle qui renforce la capacité de résistance des producteurs à la volatilité des prix.

L'adaptation de l'offre s'impose donc à l'Europe. Outre son marché intérieur mature, son volume à produire dépend de sa capacité d'export, donc de sa compétitivité et de son aptitude à segmenter ses produits. Clairement, s'amorce

en Europe une course de compétitivité entre pays où producteurs, transformateurs et circuits de distribution doivent s'associer pour réussir. Cette restructuration par l'offre peut s'échelonner sur quelques dizaines de mois et être un chemin pénible entre bassins européens.

Toutefois, des aspects climatiques ou sanitaires peuvent toujours changer la donne.

2- La demande croît :

Pour que la demande reparte et absorbe rapidement l'offre excédentaire, des blocages conjoncturels doivent être levés :

- Une solution diplomatique à l'embargo russe ?
- Un retour de la Chine aux importations de 2014 ?

Une action sur ces leviers peut apporter sur quelques semaines un bol d'air sur le prix du lait européen et français.

Démographie et nouveaux marchés sont d'autres leviers certains mais plus longs à mettre en œuvre, ils ne suffiront pas à absorber rapidement l'excès d'offre pour redresser les cours sur 2016.

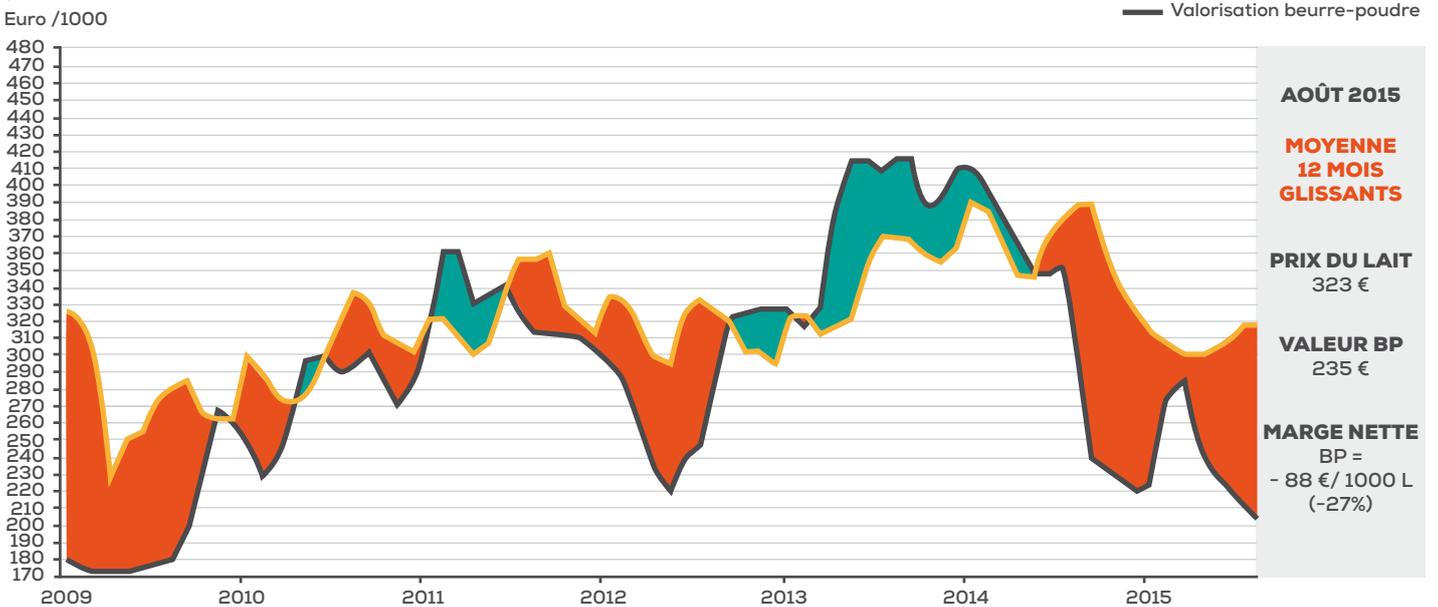
Quelle lisibilité en 2016 ?

Une chute de 20 % des prix industriels s'observe depuis 10 mois. Un frémissement s'observe sur le beurre et le lait de consommation sur septembre mais l'ultra frais et les fromages restent atones.

La surproduction de produits industriels pèsera sur les prix mais des planchers semblent être atteints avec des prix proches de ceux de l'intervention (exemple: 1650 €/t pour la poudre 0 %).

Les prévisionnistes persistent à prévoir un bel avenir pour les producteurs laitiers. Des cycles de prix hauts et des périodes de prix bas seront la règle.

Valorisation du couple beurre poudre pour la laiterie France



La grande distribution en Allemagne s’engagerait à ne plus faire pression sur les prix des PGC, un signal qui pourrait être perçu du côté français avec l’aval des pouvoirs publics. Reste que les PGC France utilisent 50 % du lait produit, les produits industriels 30 % et les PGC export 20 %. La marge sur le couple beurre poudre (-88 €/1000 l actuellement) affectera le prix du 1^{er} semestre 2016. La perspective de prix meilleurs ne proviendra qu’autour d’un rééquilibrage du marché européen par les deux leviers offre-demande cités ci-dessus. Encore faudra-t-il différer la remise sur le marché des stocks constitués pour ne pas endiguer la reprise lorsqu’elle se manifesterait ?

L’aide aux trésoreries des éleveurs français via le plan de soutien à l’élevage, les mesures du 1^{er} octobre de Bruxelles (surstockage privé, enveloppe pour la promotion des produits laitiers

et du secteur de l’élevage) sont certes opportunes pour passer ce cap mais restent des mesures à court terme, la visibilité relevant du marché.

Et demain

Les prévisionnistes persistent à prévoir un bel avenir pour les producteurs laitiers. En l’absence de régulation, des cycles de prix hauts et des périodes de prix bas non rémunérateurs seront la règle. La fixation du prix par les seuls indicateurs de marché démontre ses limites. La mise en œuvre d’un marché à terme pour contrer cette volatilité bute sur le standard nécessaire du produit.

La contractualisation laitière avec des indicateurs de marché associés à des indicateurs de coûts encadrés peut-elle constituer l’outil de visibilité pour une France active sur ce marché du lait en expansion ?

02. Lait bio

L'enjeu est de renouveler les éleveurs pour approvisionner un marché français en croissance.

Une année lactogène au côté d'une demande active pour un marché qui équivaut à 2.2 % de la collecte de lait de vache française

Une collecte 2015 prometteuse malgré un recul des prix

La bonne tenue de la consommation française et une très bonne pousse de l'herbe expliquent cette dynamique de production sur ces premiers mois 2015.

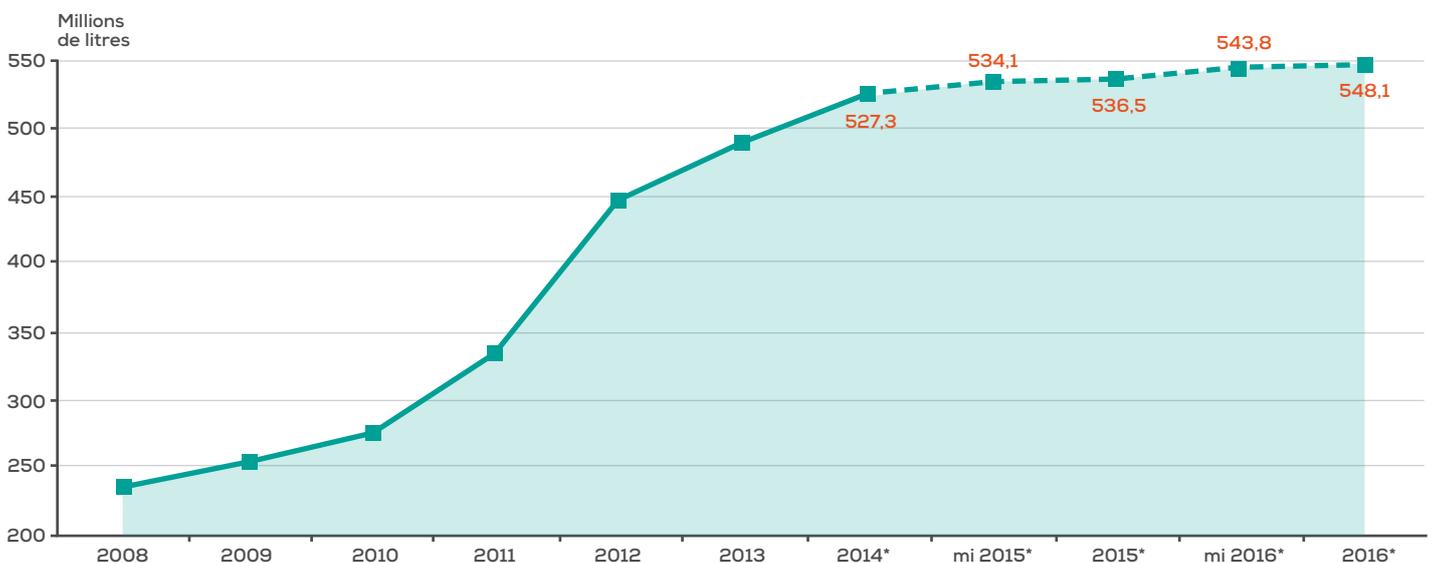
La croissance de la production de lait bio française se poursuit donc (+ 5,8 % sur les 7 premiers mois

2015/2014) dopée par une demande toujours en progression (+ 6.8 % en France, + 6.6 % en Allemagne, + 14 % au Pays Bas et 12 % en Italie). Certes, l'évolution annuelle de la collecte à deux chiffres des années 2012-2014 se réduit pour une courbe ascendante plus plane selon les prévisions du CNIEL pour 2016.

Assurer un rythme de croissance de la collecte en relation avec la demande de produits

Les conversions se réduisent depuis 2011 et les producteurs vieillissent. L'enjeu est donc de renouveler les éleveurs pour approvisionner un marché français en croissance. Si 2012-2013 a connu un bref équilibre, des tensions se ressentent suite à cette évolution de consommation. L'Allemagne, premier pays producteur, peine également à fournir son marché intérieur.

Évolution de la collecte bio annuelle



Source : FNAB

Les pays du Nord de l'Europe, avec un prix plus élevé, ne sont pas compétitifs sur le marché français.

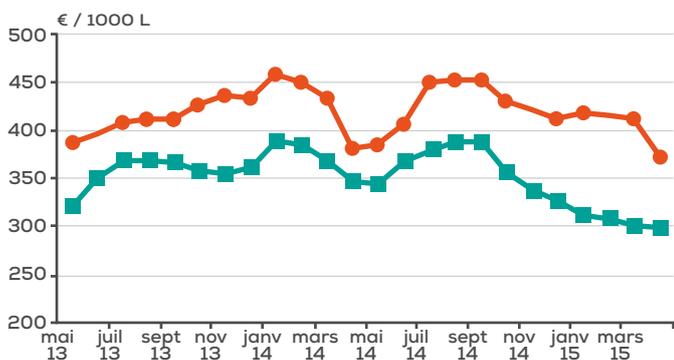
Des prix du lait bio européen plus élevés

Avec un prix moyen 2014 de 450 € / 1000 litres, le bio français se situe en deçà des tarifs du reste de l'Europe (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Belgique). Avec 690 millions de litres de lait bio produit, l'Allemagne, 1^{er} producteur, connaît un différentiel de 170 € / 1000 l par rapport au prix du lait conventionnel sur 2014. L'écart est plus couramment de 100 € en moyenne pour la France d'où la question d'un vrai prix déconnecté du conventionnel pour tenir compte d'un marché moins mondialisé avec une plus faible réactivité des outils de production.

En France

Un fléchissement du prix du lait se vérifie sur début 2015. Le bio décroche moins vite que le lait conventionnel creusant ainsi l'écart avec ce dernier. L'impact de 20 à 30 € / 1000 l pour un prix moyen 2015 à 420 - 430 € semble une perspective réaliste qui témoigne d'une meilleure résistance conjoncturelle comparée au lait standard.

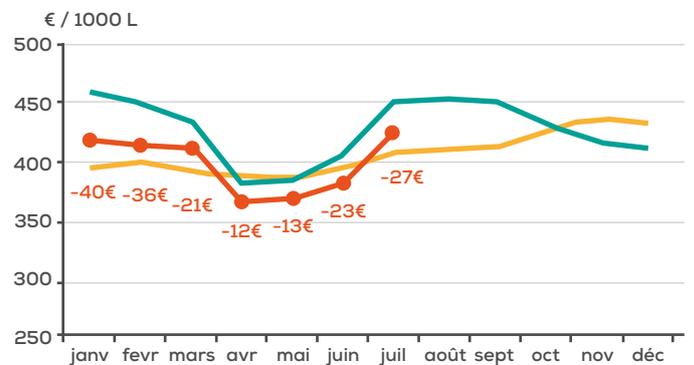
Prix du lait standard aux producteurs (38-32)



Source: FranceAgriMer

Prix du lait bio payé au producteur toujours en repli par rapport à 2014

Évolution du prix standard du lait bio payé au producteur



Source: FranceAgriMer

Les perspectives en lait bio

Répondant à des préoccupations sociétales du consommateur, la demande croît, portée par les GMS (72 % du marché bio tous produits) et l'essor de la vente en ligne.

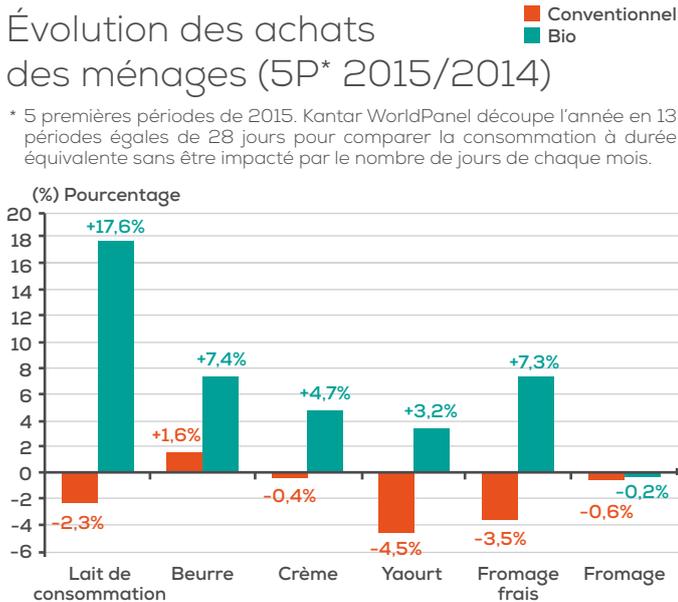
Les pays du Nord de l'Europe, avec un prix plus élevé, ne sont pas compétitifs sur le marché français.



Il se dessine pour le lait bio un marché porteur sur les 5 ans.

Évolution des achats des ménages (5P* 2015/2014)

* 5 premières périodes de 2015. Kantar WorldPanel découpe l'année en 13 périodes égales de 28 jours pour comparer la consommation à durée équivalente sans être impacté par le nombre de jours de chaque mois.



Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

La démographie des producteurs français freinera l'offre nationale. L'approvisionnement du marché est l'enjeu à l'horizon 2020 au côté de la dynamique de promotion des produits.

De la visibilité apportée par ce secteur dépendront les candidats aux conversions. Le maintien des aides aux producteurs bio lors de la Pac 2015-2020 est un élément de dynamique certain pour contrer les cessations et créer des vocations. Pour la première fois depuis 2011, le rythme d'engagement des conversions reprend mais selon les dernières estimations du CNIEL, le



rythme de progression de la collecte reste inférieur à celui de la consommation. Des ambitions chez les transformateurs semblent être en projet pour conquérir le potentiel qui s'affirme sur les prochaines années. Il se dessine pour le lait bio un marché porteur sur les 5 ans, de surcroît captif sur son périmètre européen et plutôt déficitaire.

Le bio peut être une opportunité à saisir pour les producteurs intéressés et pour la filière à l'orée d'une refonte de sa gouvernance suite à la fin des quotas et la mise en place de la contractualisation.



Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr

03. Viande bovine: crise des prix ou crise des coûts

Le système bovin viande peut difficilement s'affranchir d'une conduite autonome économe.

L'été 2015 restera marqué par les manifestations d'éleveurs bovins devant les abattoirs. Les prix sont montrés du doigt mais est-ce l'élément principal en viande bovine ?

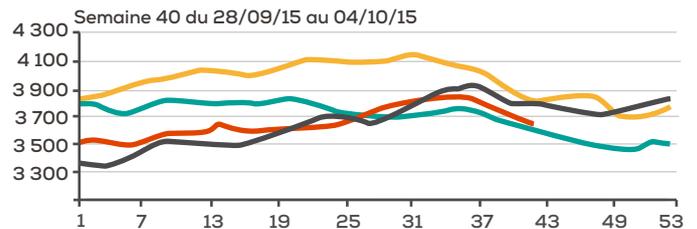
Les tensions étaient vives cet été dans tous les secteurs de l'élevage, alimentées par la crise porcine. À y regarder de plus près, on constate qu'entre les deux espèces, les causes de mécontentement sont différentes. En porc, c'est clairement la chute des prix qui précipitent les producteurs dans une situation intenable pour certains d'entre eux. En viande bovine, l'effet des prix sur la crise révélée par les éleveurs est beaucoup moins évident.

Les prix de toutes les catégories, que ce soit en gros bovins ou en maigres sont supérieurs en 2015 à ceux observés en 2014. Le début de l'année avait été plus difficile dans la continuité de fin 2014, mais depuis le mois de mai, la courbe des prix à la production est au-dessus de 2014. Et pourtant la crise exprimée par les éleveurs n'en est pas moins violente.

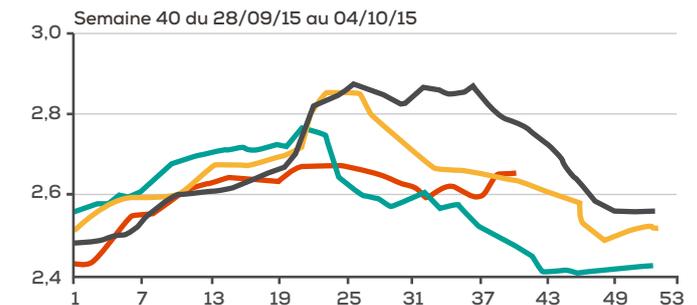
N'assistons-nous pas plutôt à une crise des coûts entraînant des difficultés lourdes de trésorerie plutôt qu'à des prix de marché dépréciés ? Nombre d'éleveurs ont fortement investi dans les dernières années notamment dans l'agrandissement de leur outil de production. Plus d'animaux par unité de main-d'œuvre, cela nécessite des bâtiments rénovés et le matériel d'élevage en conséquence. Cette inflation des investissements n'est pas répercutée dans les prix à la vente. Les éleveurs se retrouvent devant le classique ciseau des prix, et ont exprimé leur détresse cet été.

La question est de savoir s'il y a des alternatives aux conditions d'élevage telles qu'elles sont pratiquées en France. Sur ce plan, force est de constater qu'un déficit de solutions techniques, ne permet pas aux éleveurs d'envisager d'autres conduites de troupeaux que celles qu'ils maîtrisent actuellement mais qui sont certainement trop coûteuses par rapport à ce que le marché peut rémunérer. La concurrence entre les viandes ne permet pas de valoriser beaucoup plus les prix à la production tels qu'ils sont affichés aujourd'hui. Et c'est bien dommageable pour les éleveurs. Le système bovin viande peut difficilement s'affranchir d'une conduite autonome économe (minimisation des coûts, notamment de structure) avec une productivité de travail (tonnes de carcasses produites par éleveur) suffisante ou d'une différenciation forte.

Prix moyen pondéré des gros bovins entrée abattoir



Cotation hebdomadaire française du bétail maigre



Source FRANCE Agrimer

La vigilance est actuellement au cœur des exploitations qui puisent sur des réserves de trésoreries le plus souvent inexistantes.

Marché du maigre

11 septembre 2015, la FCO¹ frappe à nouveau la France et vient bouleverser les tendances du marché du maigre qui semblait plutôt favorable depuis le début d'année 2015.

Un marché dynamique

Les exportations d'animaux maigres ont progressé de 10 % sur les 7 premiers mois de 2015, portées par la Turquie qui devient le troisième pays importateur de brouards français. Les récoltes fourragères moins abondantes, le maintien des cotations et la demande plus forte sur les animaux légers ont encouragé les éleveurs à vendre plus tôt dans la saison. Ce contexte laissait présager une fin d'année plutôt positive avec un afflux automnal d'animaux moins important, mais c'était sans compter sur les aléas sanitaires.

FCO, trublion

La découverte d'un cas de FCO dans l'Allier a immédiatement engendré la mise en place d'un zonage de protection pour contrôler la circulation des animaux. Depuis, la zone ne cesse de s'étendre et concerne au 15 octobre une trentaine de départements, fortement spécialisés dans le naissage.

Cet événement a des répercussions importantes. Les animaux destinés à l'exportation sont condamnés à rester dans les exploitations, le temps de mettre en œuvre les protocoles de vaccination. Les éleveurs vont devoir gérer des stabulations pleines et des granges vides. D'autre part quelle va être la position des pays importateurs face à des brouards plus lourds et face au risque sanitaire ? Aujourd'hui l'Algérie, la

Turquie et l'Italie refusent d'acheter des animaux qui proviennent des zones réglementées. Le blocage des échanges et la concentration des mises en marché pourraient se traduire par un effondrement des prix. Les difficultés de trésoreries rencontrées par les éleveurs vont se renforcer. Les éleveurs peinent à faire face aux différents engagements pris en amont : investissements et charges alimentaires. La vigilance est actuellement au cœur des exploitations qui puisent sur des réserves de trésoreries le plus souvent inexistantes.

Les événements à suivre en 2016

- Le positionnement des différents pays importateurs (Turquie, Algérie, Italie) suite à la FCO.
- Les conséquences commerciales de la FCO sont à surveiller mais également ses effets sur la reproduction des troupeaux et le niveau de perte dans les élevages.
- La Turquie est en discussion avec le Brésil sur un protocole d'importation d'animaux maigres. Un tel contrat peut avoir des répercussions sur les ventes françaises. Une attention particulière devra être portée sur l'évolution du contexte géopolitique.
- De nouvelles opportunités à l'export pourraient arriver : levée de l'embargo ESB en Arabie saoudite, discussion en cours avec la Chine, L'Égypte...

Les événements de 2015 sont révélateurs des fragilités structurelles des entreprises et de leur précarité face aux aléas qu'ils soient conjoncturels, climatiques ou sanitaires : sommes-nous devant une crise de modèle ?



Nathalie VELAY
nvelay@alliancemassifcentral.cerfrance.fr



Jacques MATHÉ
jmathé@pch.cerfrance.fr



Guillaume MARAVAL
gmaraval@12.cerfrance.fr

1. Fièvre Catarrhale Ovine: maladie touchant également les bovins.

04. Production porcine

L'embargo russe ferme un marché de près de 750 000 tonnes, ¼ des exportations de l'UE.

La dure loi du marché s'impose

Fin septembre, le MPB¹ décroche à nouveau. L'accord tripartite (producteurs – industriels – distributeurs) fixant un prix plancher à 1,40 €/Kg n'a pas tenu. La filière porcine française, en manque de compétitivité, s'enfonce dans la crise.

Chronique d'une crise annoncée

Tous les observateurs de la filière porcine redoutaient l'après SPACE, le salon de l'élevage Rennais. Et, dès le 24 septembre la crise annoncée éclatait au MPB (Marché du Porc Breton): suspension du marché du fait de l'absence des acheteurs et démission de son Président. Au plus fort de la fièvre, les opérateurs se privent du thermomètre! Comment en est-on arrivé là? Septembre 2014: Les volumes produits en Europe progressent. L'été, maussade, ne permet

1. Marché au cadran du porc breton.

pas de relancer la consommation estivale habituelle. L'embargo russe ferme un marché de près de 750 000 tonnes, ¼ des exportations de l'UE. Le cours plonge de 20 cts/kg, passant même sous la barre de 1.10 en janvier 2015.

Mi-juin 2015, sous l'égide du Ministère, les acteurs de la filière s'accordent sur un prix d'objectif à 1,40 €. Cela correspond à une remontée du prix qui profite aux éleveurs. Mais ce prix « politique » ne tient pas face à la réalité économique. Dès août, deux opérateurs, Bigard/Socopa et Cooperl, représentant 30 % des achats au MPB se retirent, provoquant un premier arrêt des cotations. Ils considèrent que le prix plancher de 1,40 est trop élevé pour rester compétitif face à la concurrence allemande et espagnole.

Cependant, un équilibre fragile aura été maintenu jusqu'à la fin du SPACE, chacun respectant les cotations du MPB pour le paiement de leurs achats. L'annonce du 18 septembre de Bigard, décidant de ne plus honorer cet engagement sonnera le début des hostilités.



Espagne: les industriels continuent d'investir et leur système d'intégration semble protéger les éleveurs ibériques des aléas conjoncturels.

Proposer des perspectives

La baisse du prix de l'aliment en 2014 (-15 %), puis 2015, aura permis d'atténuer les pertes. Mais, elle est restée insuffisante. Le coût de revient moyen se situe autour de 1,50 €/Kg, alors que l'on s'oriente vers une moyenne sous les 1,30 €/Kg au MPB (base 56 TMP) sur l'année civile 2015, soit un prix payé « sortie élevage », vers les 1,45.

Le dossier de l'aide au stockage privé est sur la table de la Commission de Bruxelles. Le poids moyen à l'abattage sur la zone Uniporc-ouest s'est alourdi de 800 g sur un an, traduisant les difficultés d'écoulement de la marchandise sur le marché.

Une exploitation sur trois serait à plus de 90 % d'endettement. 50 à 60 % se retrouvent avec des niveaux de TNG (Trésorerie Nette Globale) très négatifs à plus de - 900 € / truie.

La priorité des éleveurs est à la recherche de trésorerie pour passer la crise. Les aides du FAC (Fond d'allégement des charges), de la MSA, fiscales et sociales, et les accompagnements bancaires peuvent y contribuer.

Mais, si l'on veut redonner espoir, il faut pouvoir proposer des solutions, des perspectives à moyen terme.

La récente enquête de l'IFIP montre que les éleveurs du nord de l'Europe souffrent tout autant. Le coût alimentaire y est comparable au nôtre. Le foncier et le traitement du lisier sont coûteux. La poursuite de la restructuration des élevages est annoncée. Ceux-ci font face aussi à une forte demande sociétale et environnementale. Mais, des initiatives sont lancées afin de mettre en avant une différenciation qualitative, grâce au bien-être animal. En Allemagne par exemple,

Le programme « Tierwohl » prévoit un budget de 65 millions d'euros pour encourager les éleveurs à répondre à ces demandes (accès à la paille, surfaces supplémentaires...), avec à la clé un étiquetage spécifique permettant de distinguer les viandes produites dans le pays.

Les Allemands peuvent aussi compter sur les revenus connexes du biogaz et des aides à l'investissement du 2^e pilier de la PAC.

Côté espagnol, la compétitivité des élevages a fortement progressé par rapport à la France, entre 2007 et 2013. Les performances techniques s'améliorent plus rapidement. Le poste main-d'œuvre et le coût de construction des bâtiments sont quasi stables. Les industriels continuent d'investir et leur système d'intégration semble protéger les éleveurs ibériques des aléas conjoncturels.

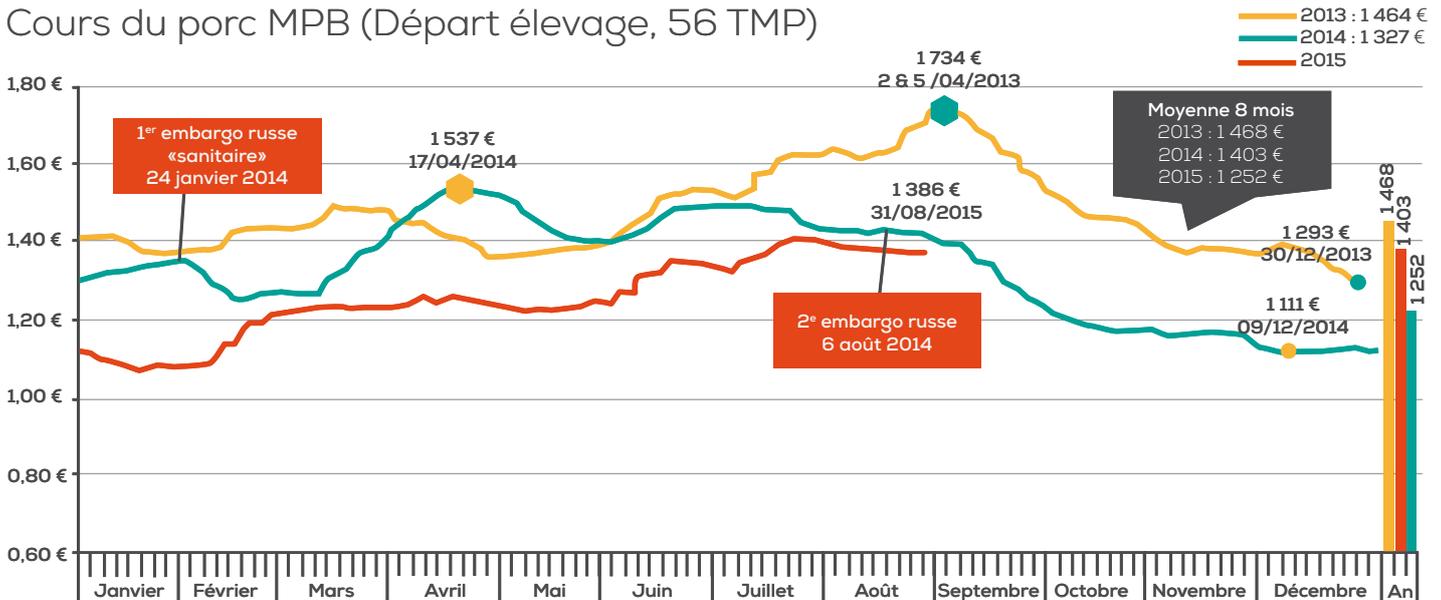
Au 1^{er} semestre 2015, les abattages augmentent encore de 8 % par rapport à 2014 (+65 000 porc/ semaine). « El cerdo ne connaît pas la crise ! ».

Les chiffres des exportations sur pays tiers traduisent la compétitivité des filières européennes.



La Chine va devoir importer. Enfin, une nouvelle encourageante dans l'espoir d'une sortie de crise.

Cours du porc MPB (Départ élevage, 56 TMP)



Source: Marché du Porc Breton

Sur le 1^{er} semestre 2015, les écarts sont impressionnants: Espagne +31 %, Allemagne +15 % et la France décroche avec -7 %. Il devient urgent de trouver des solutions permettant de retrouver des marges de compétitivité dans tous les maillons de la filière porcine française et d'assouplir les contraintes d'investissement productif pour redynamiser ce secteur d'activité, au risque de voir le marché interne cannibalisé par nos voisins.

Au plan international, l'UE est avantagée par la récente baisse de l'Euro par rapport au Dollar.

Les derniers chiffres disponibles aux USA font état d'une augmentation de l'abattage de 7,7 %. L'évolution est normale après le vide laissé par la DEP¹ l'an passé. L'année porcine devrait être neutre pour les producteurs US, malgré la forte correction à la baisse du cours du porc (-34 %). Comme les Européens, les USA profitent aussi de la forte demande coréenne, en proie à une grave crise sanitaire.

1. Diarrhée épidémique porcine.

Le Japon et la Chine réduisent leurs importations. Mais cette dernière voit sa production chuter dans des proportions impressionnantes, depuis 18 mois. 10 millions de truies auraient été réformées soit l'équivalent de 75 % des truies en production dans l'UE!!! La viande de porc est très populaire dans le pays. Selon Rabobank, la production baisse de 6,5 % soit l'équivalent de 3,7 millions de tonnes. Cela a provoqué un renchérissement de la viande de porc de près de 20 % contribuant à l'accélération de l'inflation au cours du dernier mois. La Chine va devoir importer. Enfin, une nouvelle encourageante dans l'espoir d'une sortie de crise.



Luc MANGELINCK
lmangelinck@35.cerfrance.fr

05.

La bonne santé de la volaille de chair

Dans un contexte de productions animales plutôt morose, la filière volailles, après avoir connu son lot de difficultés semble passer à travers les mailles du filet de la crise. Difficile néanmoins d'évacuer complètement les handicaps structurels de la filière française...

Indicateurs clé

Arrêtées en juillet 2015, les données statistiques sont globalement bien orientées pour la production de volaille française. Toutes espèces confondues, les abattages sur 8 mois sont en hausse par rapport à la même période 2014, les achats des ménages sont stables et les échanges mieux orientés. La production de dindes reste toujours en grande difficulté tandis que les données en production de poulets sont nettement en hausse.



La volaille a conquis une place de choix dans le panier des consommateurs.

Il faut cependant rappeler que l'année de référence 2014 a été marquée par l'arrêt des restitutions. La nette diminution des exportations pays tiers qui s'en est suivie a entraîné un recul de la production de poulets de 4 % sur 2014.

L'année 2015 est donc celle d'un rééquilibrage de la production et devrait être celle d'un rétablissement des performances technico-économiques des élevages.

Des perspectives encourageantes pour la viande de volaille

Les œufs, la volaille... : « des produits anti crise ? »

Selon une étude récente¹, les œufs, la volaille et le fromage, réputés bon marché, bénéficient, en cette période de crise économique, d'un regain de consommation : entre 2000 et 2013, les ménages français ont consommé + 3 % de volailles et + 14 % d'œufs, ces produits restant des produits animaux moins chers que la moyenne.

Et ce, même si dans le même temps le prix de la volaille est celui qui a le plus augmenté. La volaille a conquis une place de choix dans le panier des consommateurs, la conservera-t-elle lorsque la conjoncture offrira des jours meilleurs pour le pouvoir d'achat des ménages ?

1. Les effets de la crise sur les comportements d'achat des ménages en produits animaux, France Agrimer, septembre 2015.

Comment faire face à la concurrence des pays voisins dont les coûts de production sont moins élevés ?

Des évolutions alimentaires favorables

Plus globalement, la viande de volaille est la viande dont les perspectives de croissance de la consommation dans le monde sont les plus positives. La FAO estime à 2,3 % le taux de croissance annuelle de la production de volailles sur la période 2013 à 2023 : cette progression ne serait que de 1,6 % toutes viandes confondues. La filière volaille deviendrait ainsi la première production de viande dans le monde, répondant notamment à l'évolution des préférences alimentaires. Reste donc à savoir quelle place l'Europe, et notamment la France, prendra dans l'essor de cette production : depuis 10 ans, l'Asie est à l'origine de plus de 40 % de l'augmentation de la production mondiale.

Quelle compétitivité de la filière française ?

En 2014, les abattages de volailles dans l'Union Européenne ont été globalement en hausse de 3,8 % par rapport à 2013, avec des dynamiques très variables d'un pays à l'autre. On notera ainsi que la Pologne a conquis l'an dernier la première place en termes d'abattages de volaille, reléguant par là même la France et le Royaume-Uni au deuxième et troisième rang. Et alors que la fin d'année 2014 semblait marquer une rupture dans l'évolution du pourcentage des importations dans la consommation française, début 2015, nouvelle désillusion : les importations de viande de poulet sont à nouveau en progression. Plus de 40 % de la consommation française de poulet standard est importée et ce chiffre est encore amené à être revu à la hausse...

Face à ce développement des importations et dans le contexte toujours fragile d'exportations vers les pays tiers, la filière française doit relever deux défis :

- Reconquérir son marché intérieur
- Redevenir performante à l'export : comment faire face à la concurrence des pays voisins dont les coûts de production sont moins élevés ?

Les handicaps de compétitivité relevés dans une récente étude présentée par l'ITAVI² en septembre dernier s'expliquent à la fois par un environnement réglementaire plus contraignant que la norme européenne, des outils de production plus petits et vieillissants – des élevages aux abattoirs –, des relations entre les différents maillons de la chaîne et des investissements insuffisants.

L'encouragement à la rénovation et à la construction de nouveaux bâtiments et l'innovation seront déterminants.

L'encouragement à la rénovation et à la construction de nouveaux bâtiments et l'innovation seront certainement déterminants. Quant aux différents rapprochements en cours entre les grands acteurs de la production et de l'abattage permettront-ils de combler une partie de ces handicaps structurels ?

2. Améliorer la compétitivité poulet de chair, septembre 2015.

Volailles label : L'année 2014 a marqué une belle progression pour les filières label rouge et biologique avec +4 et +10 %.



Agroalimentaire. LDC veut s'offrir la volaille D'Agrial

Le groupe sarthois LDC entre en négociation exclusive avec le groupe coopératif normand Agrial...

Basé à Sablé-sur-Sarthe, le groupe LDC (Le Gaulois, Loué, Maître Coq) envisage de racheter la branche volaille du groupe coopératif Agrial, à Caen.

20 MINUTES

Publié le 26 août 2015 à 11:32



Bretagne. La reprise de Doux par Terrena se précise

ÉCONOMIE. Annoncée en mai, la cession pourrait être effective en janvier.

En proie à de grosses difficultés ces dernières années, Doux va changer de main. Le volailler breton devrait en effet passer en janvier dans le giron du groupe coopératif agricole Terrena, deuxième en France du secteur.

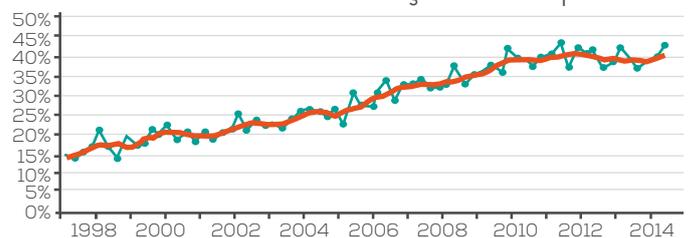
Le Télégramme

Publié le 3 octobre 2015

Volaille. UKL sous l'aile de Triskalia ?

La volaille bretonne poursuit sa restructuration. La Coopérative UKL-Arrée de Languidic (56), gros fournisseur de Doux en poulet export, s'apprête à rejoindre Triskalia... Le groupe coopératif polyvalent de Landerneau et la coop morbihannaise sont entrés en négociations exclusives en vue de ce rapprochement.

Évolution de la part des importations dans la consommation française de poulet



Source : Agreste

La filière qualité en France

L'année 2014 a marqué une belle progression des volumes pour les filières label rouge et biologique avec respectivement +4 et +10 % en volaille de chair label rouge et biologique.

Cette hausse a concerné toutes les espèces, sauf le canard, dont les mises en place reculaient sur l'année 2014. En volailles entières, la filière sous signe de qualité reste une valeur sûre et gage de plaisir. 61 % des poulets PAC achetés par les ménages français en 2014 étaient Label Rouge. Bémol cependant, le label rouge et le bio ne représentent a contrario que 14 % des découpes alors que l'évolution des modes de consommation se porte de plus en plus sur la découpe de volaille.

Les opérations de communication et de marketing se multiplient pour maintenir un dynamisme des ventes. Ainsi, les 50 ans du Label Rouge sont une opportunité pour communiquer.



Anne-Lucie MENIER
almenier@56.cerfrance.fr

06. Fruits et légumes

Pommes: en ce début d'automne, les indicateurs de marché font entrevoir une campagne positive.

2015 : année globalement favorable aux fruits et légumes d'été

Les marchés des fruits et légumes d'été ont été perturbés par les conditions climatiques exceptionnelles du mois de juillet, ayant entraîné un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les cours de nombreux produits ont ainsi été impactés, favorablement pour certains comme les pêches-nectarines ou au contraire défavorablement pour d'autres comme la tomate. La variabilité de prix est forte d'une production et d'une période à l'autre.

Fruits

Les pêches-nectarines et pommes retrouvent des couleurs sur l'année 2015, en raison d'un équilibre offre-demande globalement favorable. La poire connaît de son côté, un début de commercialisation plus mitigée. Ces bonnes tendances suffiront-elles à faire oublier la campagne précédente particulièrement morose ?

Pommes

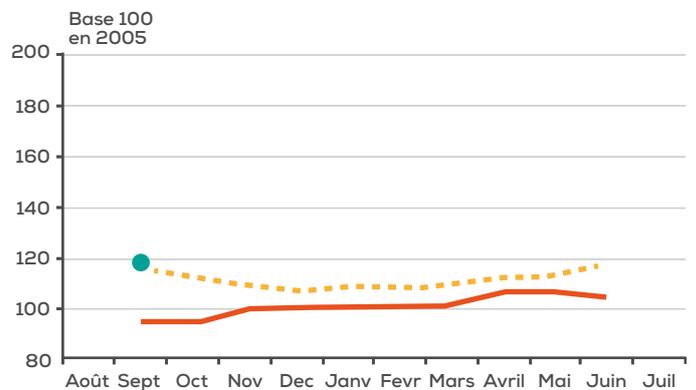
Sur la campagne 2014-2015, selon Agreste, l'indice de chiffre d'affaires national avait reculé de 24 % sur un an, à la suite d'une baisse de la production et de cours restés bas tout au long de la campagne.

À l'inverse en ce début d'automne, les indicateurs de marché font entrevoir une nouvelle campagne

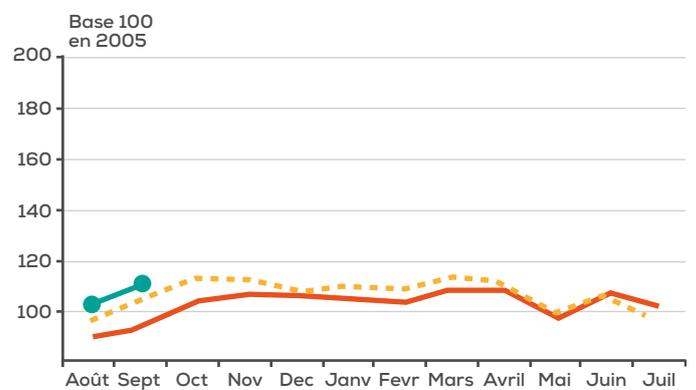
Indice des prix agricoles à la production

--- Moy 10-11 à 14-15
— 2014-2015
● 2015-2016

Pommes de table



Ensemble fruits frais



Source: Agreste, INSEE

bien plus positive. La production de pommes est annoncée en hausse de 4 à 6 % par rapport à la campagne 2014/2015, mais les prévisions restent toutefois inférieures par rapport à la moyenne quinquennale, de l'ordre de 3 %. Même si la canicule estivale risquait d'avoir un impact négatif sur le rendement en limitant le développement des fruits, il semblerait que les pluies de fin août/début septembre aient permis un retour à des calibres tout à fait satisfaisants. Néanmoins, certaines régions ont

Pour la campagne 2015/16, la production de poires serait en hausse de 4 % par rapport à la campagne précédente.

pu être durement touchées par les intempéries. Dans le Tarn-et-Garonne, l'orage tempétueux du 31 août a causé d'importantes destructions dans les vergers.

Cette hausse de production française devrait trouver sa place sur les marchés dans un contexte de production européenne en retrait comparée à la récolte importante de 2014 (-5%). Les pays du Nord de l'Europe voient leur production baisser sur un an: Allemagne (-21%), Belgique (-19%), Pays-Bas (-7%) et Grande-Bretagne (-6%). Par contre, les productions polonaises et italiennes seraient stables cette année.

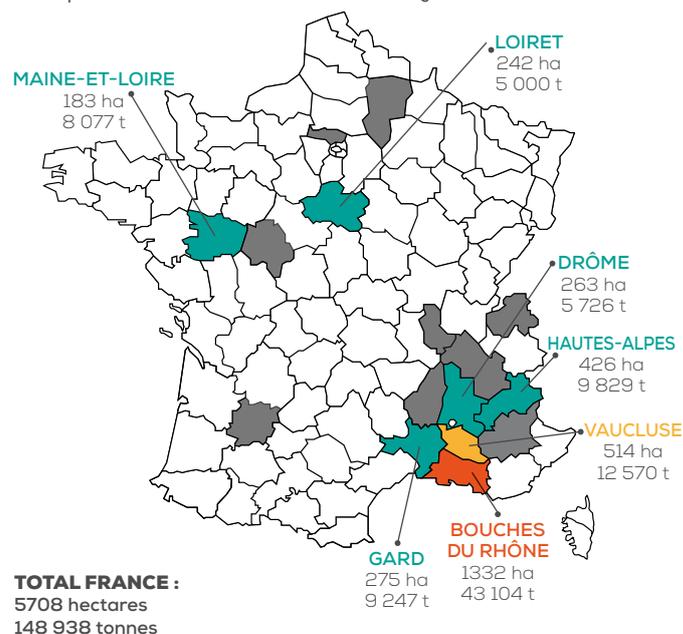
Les pommes devraient profiter de deux éléments importants: d'une part une demande assez forte sur le marché grand export, hors union européenne; d'autre part une moindre production européenne. Pour le début de campagne, sur août et septembre, les cours sont de 10 à 20 % supérieurs à la même période de 2014 selon les variétés, et légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale.

Poires

Sur la campagne précédente 2014-2015, les prix sont restés bas. La mise en place de l'embargo russe en août 2014 en pleine période de commercialisation des poires d'été a été très préjudiciable. Les poires automne-hiver s'étaient écoulées plus facilement en raison d'une bonne qualité gustative et d'un niveau de consommation soutenue. Néanmoins, les cours étaient en baisse par rapport aux années précédentes, le prix se situait 17 % au-dessous de la moyenne des cinq dernières années. Pour la campagne 2015/16, la production de poires serait en hausse de 4 % par rapport à

la campagne précédente. Ce sont les variétés d'été, comme la Williams, qui connaissent une forte hausse, à l'inverse les variétés d'automne sont en baisse, notamment Comice. La récolte européenne s'annonce en baisse de 3 % comparée à la récolte 2014.

Répartition de la production de poires de table françaises en 2013



5 PREMIERS DÉPARTEMENTS PRODUCTEURS :	EN TONNES
Bouches-du-Rhône	+ de 15 000
Vaucluse	10 000-15 000
Hautes Alpes	5 000-10 000
Gard	- de 5 000
Maine-et-Loire	- de 5 000

Source: Agreste, Élaboration FranceAgriMer

La campagne 2015-2016 démarre en juillet par la poire d'été. Le marché était peu actif tant au niveau national qu'à l'international. Au mois d'août, les cours sont inférieurs de 11 % à la moyenne des 5 dernières années. À la mi-août, la poire d'été était même placée en « crise conjoncturelle » sur l'indicateur du réseau

Pêches: les cours sont restés au-dessus de la moyenne quinquennale.

des nouvelles des marchés. À la fin du mois d'août, les ventes s'améliorent et permettent de résorber une partie des stocks. Les cours se redressent nettement. Les transactions se poursuivent en septembre et sont facilitées par un climat frais, propice à la consommation de poires. Les cours sont favorablement orientés pour la poire d'automne (+12 % comparés à la moyenne 2010-2014), mais ils sont légèrement inférieurs à la moyenne 2010-2014 pour la poire d'été (-3 %).

Ce redressement des cours devrait profiter aux poires d'automne-hiver dans un contexte d'offre limité.

Pêches nectarines

En 2014, l'inadéquation de l'offre/demande, en raison d'une météo de juin et juillet peu propice à la consommation, avait entraîné une forte chute des cours sur un an.

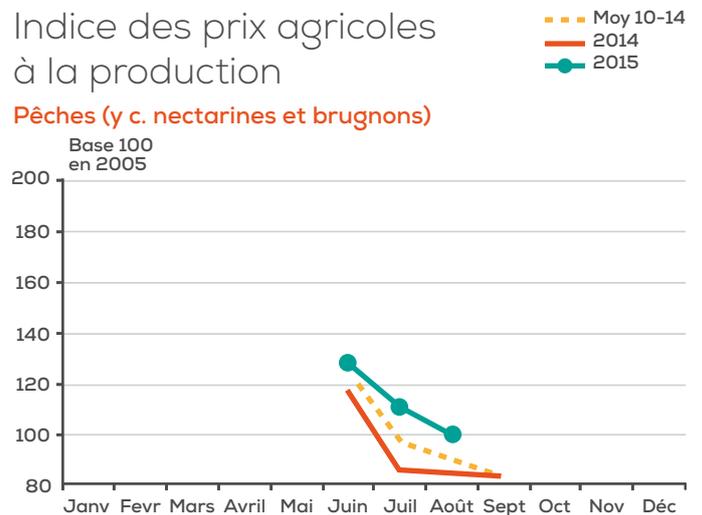
À l'inverse, la mise en place en début de campagne 2015 a été assez fluide, en raison d'une offre limitée comparée à 2014 et une demande globalement élevée sur le cœur de la saison. Les pêches-nectarines ont profité d'une récolte en léger retrait, quand, dans le même temps, la consommation était en hausse suite aux chaleurs estivales. Profitant de cette situation, les cours sont restés au-dessus de la moyenne quinquennale.

Le mois de juillet a été particulièrement favorable. Les stocks sont inexistant jusqu'à la mi-juillet. Les prix se maintiennent globalement sur le mois de juillet à des niveaux élevés (+28 % par rapport à 2014). En août, les apports sont plus limités suite aux températures caniculaires qui ont réduit

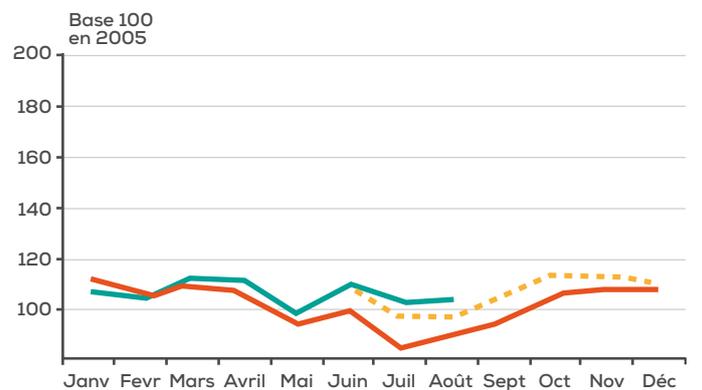
les calibres. En première partie de mois, le marché est relativement fluide. Avec la fin de la canicule et la proximité de la rentrée, un déséquilibre apparaît en fin de mois entre l'offre et la demande. Des stocks se forment et de petites concessions de prix sont octroyées.

Indice des prix agricoles à la production

Pêches (y c. nectarines et brugnons)



Ensemble fruits frais



Source: Agreste, INSEE

Pour la campagne 2015, les cours sont en moyenne supérieurs de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale et de 20 % par rapport à la mauvaise année 2014.

Malgré cette embellie sur les cours pour 2015, dans un contexte de consommation stable, la production française poursuit sa décroissance.

Pêche-Nectarine (Données en volume)

	Unité	2010	2011	2012	2013	2014	2014/Moy 09-13
PRODUCTION (Source Agreste)							
Surface récoltée	(en ha)	13 764	12 840	11 870	11 056	10 355	-19,2 %
Rendement	(en t/ha)	23,4	23,4	23,2	21,1	22,6	-1,6 %
Volume récolté	(en t)	321 563	300 661	275 002	233 063	234 052	-20,8 %
ÉCHANGES (Sources Douanes françaises / GTA)							
Exportations	(en t)	48 358	43 983	47 370	44 414	43 921	-6,7 %
Importations	(en t)	116 724	116 428	129 459	148 837	148 002	16,6 %
Solde	(en t)	-68 366	-72 445	-82 089	-104 423	-104 481	
CONSOMMATION DES MÉNAGES (Sources KANTAR)							
Évolution annuelle		-0,8 %	-8,7 %	1,2 %	6,2 %	-1,4 %	0,2 %

Malgré cette embellie sur les cours pour 2015, dans un contexte de consommation stable sur 5 ans, la production française poursuit sa décroissance.

Sur les cinq dernières années, la production a diminué de 20 % compte tenu d'une baisse des surfaces sur cette même période (voir tableau ci-contre). Pour 2015, la production poursuit la baisse avec 2 % de surfaces en moins.

Cette baisse des volumes s'est accompagnée d'une hausse des importations au profit des deux principaux pays producteurs en Europe: L'Espagne et L'Italie qui assurent à eux deux près de 80 % de la production européenne.

Légumes

Tomate

La production est estimée à 585000 tonnes. Malgré l'évolution des superficies (1 % de baisse, soit une superficie de 2330 ha), la production se maintient au niveau de celle de 2014. La stabilité des superficies sous serres permet de réduire l'impact de la baisse de la surface. Les rendements sont en légère progression pour la production sous abris alors que ceux des implantations en plein air accusent une réduction de 2 % par rapport à la campagne précédente. La production sous serres chauffées est majoritaire avec 1400 ha (60 % des surfaces)

2015 restera donc globalement une année proche de la moyenne des cinq ans.

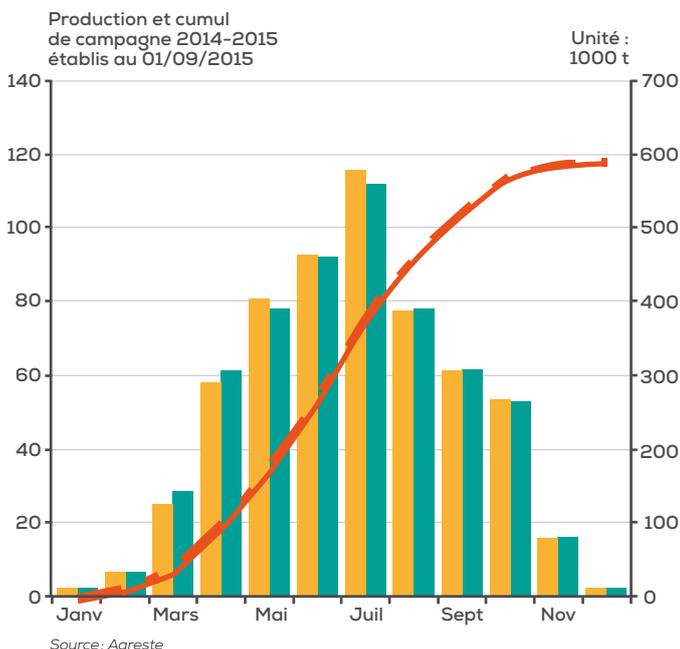
alors que les serres froides couvrent des superficies inférieures à 600 ha. Les cultures de plein air (300 ha) sont principalement localisées dans le Sud, de l'Aquitaine à la région PACA. Ce mode de culture, minoritaire avec moins de 16 % des superficies pour la production en frais, est à nouveau en baisse cette année.

L'évolution des modes de production permet un écrêtement des pics de production. Ainsi en comparant les campagnes 2014 et 2015, le volume de production mensuel est supérieur sur les mois de mars/avril ainsi que sur les mois d'août à octobre. À l'inverse, les volumes des mois de mai à juillet sont inférieurs.

Toutefois, cette tendance reste à confirmer sur les années à venir. En effet la canicule de juillet a également pu pénaliser la production.

Calendrier national de production de tomates pour le marché du frais

2014
2015
Cum. 2014
Cum. 2015



Le début de saison, premier trimestre 2015, est caractérisé par une demande timide. En parallèle sur cette période, le déficit des échanges extérieurs, pour ce légume qui est à la fois le plus importé mais également le plus exporté, s'est creusé, entraînant une tension sur les prix. Le retour d'une demande plus active dès le début du printemps a permis un rééquilibrage des marchés. Les cours sont ainsi parvenus à se redresser rapidement et se sont maintenus au niveau de la campagne précédente. De mi-juillet à mi-août, l'offre active a été fortement concurrencée par la forte production des jardins familiaux, d'où une tension sur les prix. La tomate a été déclarée en crise conjoncturelle du 5 au 7 août par France Agrimer. La fin de campagne se caractérise par une bonne reprise des cours et une offre moins active, les plantes ayant souffert des chaleurs de l'été.

2015 restera donc globalement une année proche de la moyenne des cinq ans avec deux périodes tendues : le début de saison et le mois de juillet.

La production française de fraise continue sa progression: 1 % de plus que 2014. Sur les cinq dernières années, 10 % de volumes supplémentaires.

Fraise

La production française de fraise continue sa progression, avec 59 350 tonnes estimées en 2015, c'est 1 % de plus que 2014. Sur les cinq dernières années, la hausse est particulièrement notable, 10 % de volumes supplémentaires.

Pour 2015, les superficies ont progressé de 2 %, avec des outils de plus en plus spécialisés, le développement se fait principalement sous abris hauts. Le rendement moyen 2015 est légèrement inférieur. La production a été correcte jusque début juillet. Cependant la fin de campagne, qui concerne principalement les variétés remontantes, a été en partie contrariée par des

conditions climatiques trop chaudes et sèches qui ont affecté le développement végétatif.

Sur les marchés, la demande est restée dynamique et la concurrence avec les premiers fruits d'été n'a pas ralenti la consommation. Les prix, après une baisse saisonnière entre mars et avril, se stabilisent à partir de mai au niveau de la moyenne 2010-2014, en progression par rapport à ceux de 2014.

La production de fraise française, qui s'est recentrée sur des créneaux haut de gamme avec notamment Gariguette ou Ciflorette, est en phase avec son marché.

Les indicateurs: La hausse des récoltes est notable par rapport à la moyenne 2010-2014

Campagne de production 2015 (janvier à décembre)

Estimations au 01/07/2015		Centre Ouest	Sud Ouest	Sud Est	Autres bassins	France	Évol 1 an
Surface	Plein air	210 ha	0 ha	206 ha	262 ha	678 ha	4 %
	Abri bas	18 ha	225 ha	189 ha	363 ha	795 ha	11 %
	Abri haut	310 ha	858 ha	418 ha	223 ha	1809 ha	8 %
	Total surfaces	538 ha	1083 ha	813 ha	848 ha	3282 ha	
	Evol 1 an	-1 %	6 %	0 %	/	2 %	
Evol 5 ans	5 %	4 %	6 %	/	3 %		
Production	Total production	6 933 t	21 731 t	18 257 t	12 429 t	59 350 t	
	Evol 1 an	2 %	-4 %	8 %	/	1 %	
	Evol 5 ans	4 %	1 %	23 %	/	10 %	

Source : Agreste

Laitues: une production en recul par rapport à la campagne précédente et en deçà de la moyenne quinquennale (-8 %).

Pas-de-Calais se sont déroulées dans des conditions délicates en raison d'un excès de précipitations.

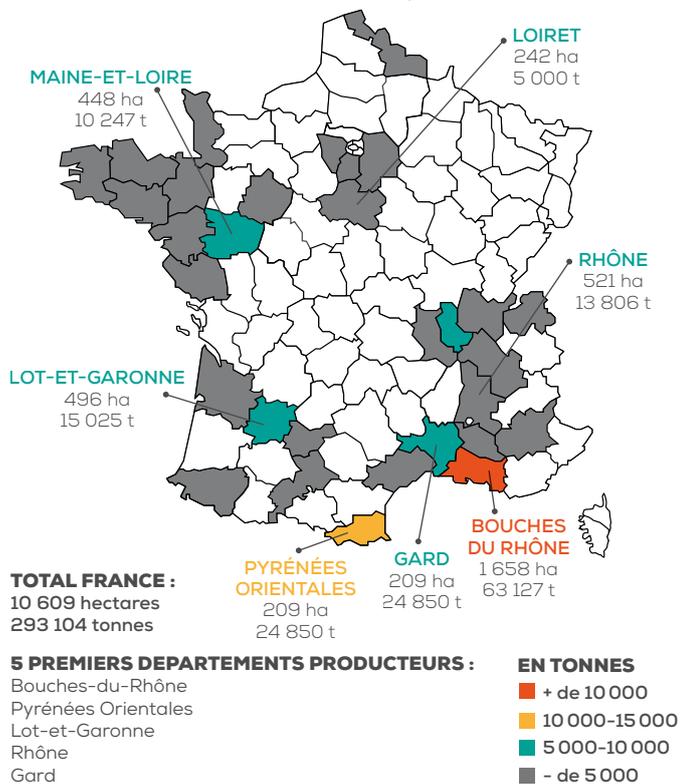
Dans le même temps, le grammage est en repli dans le Sud-ouest face à une demande soutenue et une pousse modérée. Dans les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, les dernières superficies de cultures en plein air sont en cours de récoltes et les prochaines plantations seront réalisées majoritairement sous abris.

Laitue

Les cours des salades sont en hausse, boostés par une production en recul par rapport à la campagne précédente (estimation de -3 % en production d'hiver à venir) et en deçà de la moyenne quinquennale (-8 %).

Les récoltes dans les régions du Nord et en Bretagne, régions qui alimentent les marchés majoritairement au cours de l'été, se terminent alors que les plantations dans les régions du Sud, prédominantes en hiver, sont en cours. Les dernières récoltes dans la région Nord-

Répartition de la production de salade (laitue + chicorée) française en 2013



Source: Agreste - élaboration FranceAgrimer

Salades: des cours supérieurs à ceux de la campagne précédente.

Les marchés sont demeurés dynamiques depuis le début de cette campagne avec des cours toujours supérieurs à ceux de la campagne précédente, en hausse depuis juin par rapport à la moyenne 2010-2014.



Fabien BARRABÉ
fbarrabe@47.cerfrance.fr

07.

Un marché des céréales dans l'attente

Cette année encore, les fluctuations de marché ont marqué ce début de campagne. Même si le contexte de la récolte en France est très différent de 2014, au niveau de la qualité comme de la quantité, les cours ont connu une dépression tout au long de l'été alors que l'optimisme était de mise début juillet. Le pilotage des exploitations en est donc directement impacté.

Le contexte : un marché saturé

La France a connu une récolte 2015 très éloignée de celle de 2014. Malgré quelques frayeurs en raison du manque d'eau, les récoltes d'été ont connu des niveaux records en quantité et qualité. Le seul bémol pour le blé concerne les protéines, légèrement en dessous des 11 %. Les blés tendre, blé dur, orges ont des rendements très satisfaisants. Ces hauts niveaux de récolte se confirment également à l'échelle mondiale avec une production record à 732 Mt en BT, 144 Mt en Orge soit 4Mt de plus que 2014. Les bilans de la campagne s'annoncent donc avec des stocks conséquents.

Les cours se trouvent donc impactés par ce niveau d'offre. Le bon niveau de récolte des pays de la mer noire entraîne une forte présence sur le marché; l'Europe n'a donc que peu de place pour exporter et ce lourd bilan mondial ne laisse que très peu de perspectives de hausse à court terme.

Concernant les cultures maïs et tournesol, les conditions sèches de cet été vont fortement impacter les rendements. Les révisions à la baisse se généralisent dans la plupart des pays producteurs. Malgré tout, faut-il en attendre

Le bon niveau de récolte des pays de la mer noire entraîne une forte présence sur le marché

un impact sur les cours? Pas forcément, car le marché reste lourd avec les stocks des bonnes récoltes des années précédentes, un volume exportable conséquent, et une demande (notamment de la Chine) prévue en retrait.

La Chine joue un rôle essentiel dans cette campagne. Sa faible présence sur les importations et son recentrage sur son marché intérieur joue énormément sur les prix. Ce débouché Chinois donne une indication souvent essentielle dans l'orientation des cours. Actuellement, sa faible croissance et le ralentissement de la consommation limitent sa présence sur les marchés... Sauf pour le soja...

Du côté des Oléagineux la récolte française est correcte. Le Colza profite d'une production de soja décevante et des importations chinoises. Cela apporte un soutien au niveau des cours qui se situe actuellement environ 380 €T soit 50 €T plus élevés que l'année dernière à la même date (fin octobre).



La remontée des prix en septembre octobre sur les principales céréales est la bienvenue mais le marché reste globalement lourd.

Des agriculteurs portés à l'optimisme

Face à un marché orienté à la baisse tout cet été, les agriculteurs ont plutôt une approche optimiste de la situation. Les bons rendements et la qualité apportent une vision positive sur la campagne. Il est vrai que c'est sur ce point l'inverse de l'année dernière

Du côté des prix, si le cours du blé tendre et des orges est proche de celui de l'année dernière, il est nettement plus favorable sur les autres grandes cultures (Colza, Blé dur, Tournesol). À noter également que certaines productions complémentaires comme les pommes de terre profitent d'une conjoncture plus intéressante.

Pour les céréales, à ce jour, le moment le plus favorable pour vendre a été juste avant les récoltes. Les cours étaient proches des coûts de production. Et pourtant, les engagements ont été faibles. La peur de la quantité ? spéculation ?



trop tôt? difficile à analyser. Le rebond de ces dernières semaines a permis de relancer un peu de commercialisation. Beaucoup de céréales restent encore à vendre. La gestion de la 2^e partie de campagne va être essentielle.

L'espoir que l'évolution des cours de la campagne 2014/2015 se reproduise avec une reprise des cours en début d'hiver est présent dans les exploitations. Malheureusement, il n'est pas sûr que ce schéma se reproduise... les années ne se ressemblent pas, et le contexte de marché reste bien différent.

Et en terme de perspective ?

Quelles perspectives dégager? Dans la situation actuelle, sans événement sur le marché, il n'y a pas de rebond important à attendre. Cependant, l'histoire montre que les choses peuvent vite évoluer... ou pas. La remontée des prix en septembre octobre sur les principales céréales est la bienvenue mais le marché reste globalement lourd.

Y a-t-il des raisons d'espérer? Oui heureusement! En Colza, le marché est plus tendu: la situation du soja et la demande de la Chine apportent plus d'optimisme. Sur les céréales à paille, les pays de la zone « mer noire » commencent à freiner leurs exportations en blé tendre après une grosse campagne. L'Europe va petit à petit commencer à revenir sur le marché.

En Maïs, par contre, malgré une faible récolte en Europe de l'Ouest, les disponibilités à l'export des pays de la mer Noire ne laissent pas augurer

Des rebonds arriveront certainement au cours de la campagne. Une surveillance régulière est indispensable afin de pouvoir en bénéficier.

d'une amélioration des prix dans un proche avenir.

Enfin, il ne faut pas oublier le Weathermarket. Entre « el nino » et des conditions météorologiques incertaines, les événements peuvent vite venir changer la donne. Sans oublier les événements géopolitiques.

Un rebond est donc toujours envisageable. Il faudra les surveiller... et que les trésoreries puissent attendre ces rebonds.

Le pilotage des exploitations

Encore une fois, le pilotage au quotidien des exploitations est garni d'incertitudes. Même si la situation paraît plus favorable qu'il y a un an, elle reste à surveiller. Les trésoreries ont été impactées sur les 2 précédentes campagnes, et cette année peut permettre de retrouver au moins un équilibre.

Chaque année est différente, les vérités d'hier ne sont pas forcément celles d'aujourd'hui. Le rebond de 2014 n'est pas certain. Des rebonds arriveront certainement au cours de la campagne mais à quels niveaux et à quelles périodes ? Une surveillance régulière est indispensable afin de pouvoir en bénéficier.

La flexibilité des exploitations est donc de mise. Plusieurs outils peuvent être utilisés, le marché à terme, les prix moyens avec les OS, étaler les ventes... L'enjeu est de limiter son risque. Pour les trésoreries les plus tendues et qui croient à un rebond tardif, le financement des stocks par des prêts CT peut également permettre d'attendre de se donner du temps pour appréhender le marché car les taux d'intérêt sont bas.

Les trésoreries ont été malmenées en 2013 et 2014, l'année 2015 présente une situation de départ plus propice.

La campagne 2015 nécessitera de la réactivité dans le pilotage des exploitations, une stratégie définie, et une surveillance des marchés. Il faudra profiter de chaque rebond du marché. Les trésoreries des exploitations ont été malmenées en 2013 et 2014, l'année 2015 présente une situation de départ plus propice, il faut donc le confirmer.



Fabien BALZEAU
fbalzeau@valdeloire.cerfrance.fr

08. Sucre

Avec des stocks mondiaux aussi importants, les prix ne devraient pas s'améliorer avant plusieurs mois.

Une production française hétérogène dans une conjoncture de prix déprimée

Le grand écart dans la productivité des betteraves sucrières

Les conditions climatiques particulières du printemps ont conduit à un retard de végétation qui, dans la plupart des situations, n'a jamais été comblé. Dans les terres blanches en particulier (non irriguées), où le démarrage de végétation est toujours lent, les conditions chaudes et sèches du printemps n'ont fait qu'accroître ce retard végétatif et les premiers résultats sont très décevants. Les premiers échos de la récolte font état de rendements oscillants entre 50 (voire 40) tonnes par ha (en sec) et 100 /110 tonnes par ha dans les zones au sud de la Seine ayant bénéficié de l'irrigation. D'importantes variations de rendement selon le contexte pédoclimatique local caractérisent l'année 2015.

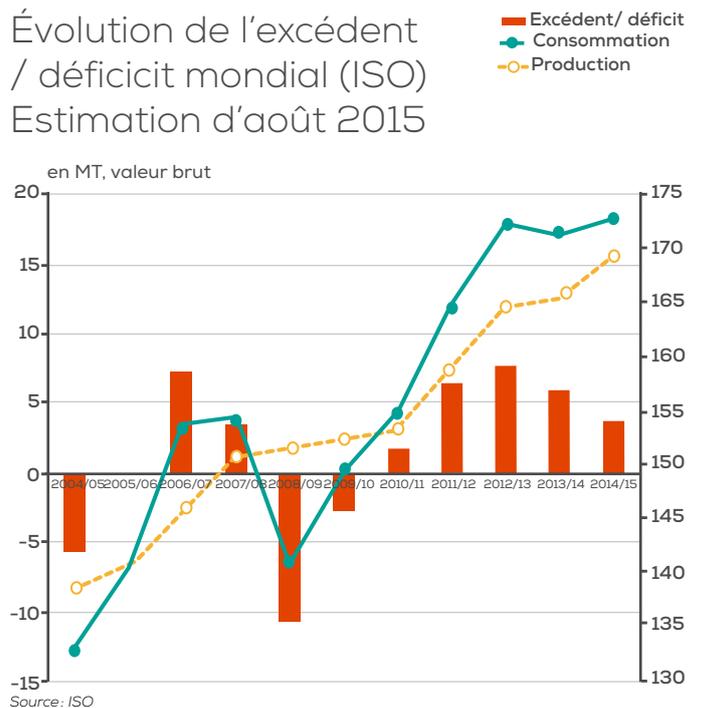


Des prévisions de prix toujours pessimistes dans la perspective de la fin des quotas

Dans sa première estimation du bilan sucrier mondial 2015/2016, l'Organisation Internationale du Sucre (ISO) prévoit un déficit d'environ 2,5 MT de sucre. Ce déficit intervient après une succession de 5 années excédentaires (*graphique 1*) ayant constitué un stock mondial record de 25 MT. Dans ces conditions, il y a peu d'espoir de voir les prix mondiaux se redresser nettement, même si, après une glissade régulière depuis un an, un léger sursaut a pu être constaté en septembre.

En Europe la tendance baissière est encore plus marquée (*graphique 2 au dos*), puisque les cours des années 2011 à 2013 ont été maintenus à des niveaux particulièrement élevés en raison d'une

Évolution de l'excédent / déficit mondial (ISO)
Estimation d'août 2015



La filière Sucre française est compétitive mais les acteurs industriels ne sont pas actuellement unis dans la perspective de la fin des quotas.

demande active. Les suppléments de prix perçus par les producteurs dans le cadre de « l'article 31 » ne sont plus à l'ordre du jour...

Pour faire face à la demande mondiale croissante d'éthanol, la production mondiale augmenterait d'environ 4 %. Mais, à l'inverse, la production européenne devrait diminuer : hésitation de la Commission Européenne, conjoncture économique difficile, baisse du prix du pétrole et augmentation des importations d'éthanol malgré l'évolution €//\$ contribuent à la fermeture de plusieurs usines.

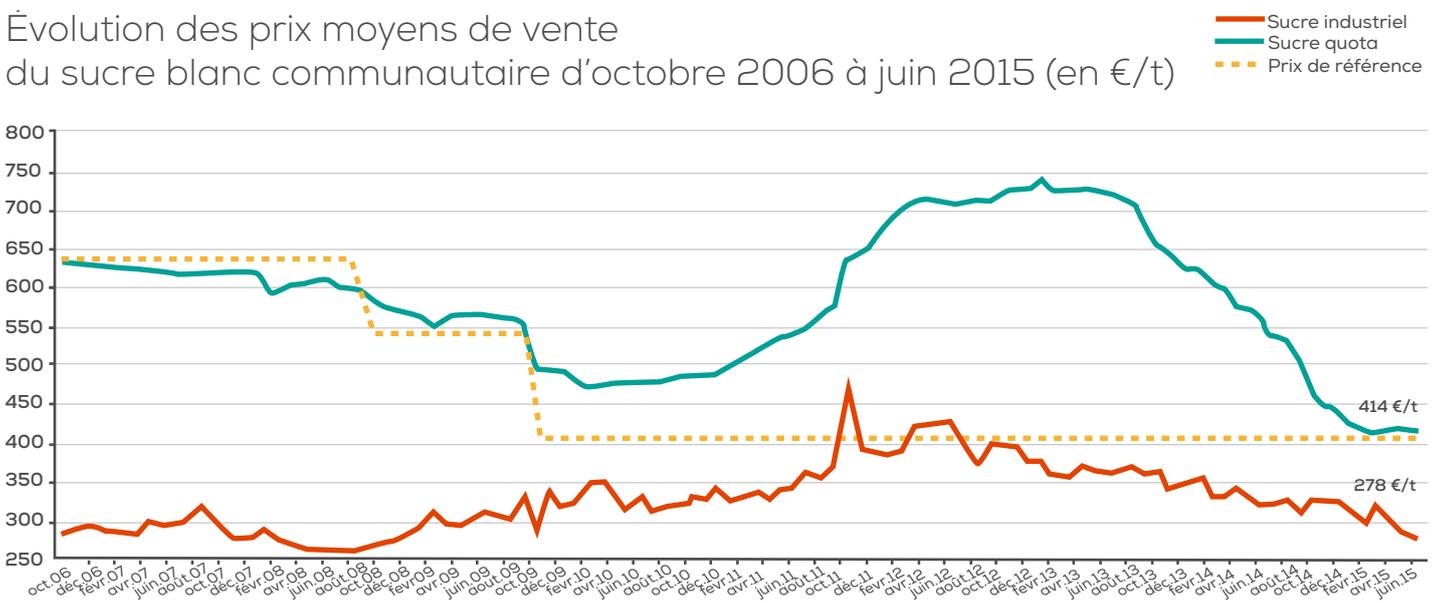
À suivre...

Au cours des prochaines semaines, il faudra suivre les conditions climatiques actuellement défavorables :

- au Brésil qui, par ailleurs, maintient une forte pression sur les cours suite à la dévaluation du real.
- en Inde qui pourrait redevenir exportatrice.

Le phénomène climatique El Nino, dont certains météorologistes prédisent un épisode fort, pourrait redonner quelques couleurs au marché, mais celui-ci devrait rester déprimé encore plusieurs mois.

Évolution des prix moyens de vente du sucre blanc communautaire d'octobre 2006 à juin 2015 (en €/t)



Source CE FRANCE Agrimer



Thierry LEMAÎTRE
tlemaître@neidf.cerfrance.fr

09.

Viticulture

Les professionnels attendent d'une manière générale un millésime d'excellente qualité.

Avec une récolte 2015 plutôt favorable en quantité et en qualité, la France tire son épingle du jeu. Second pays producteur derrière l'Italie, elle bénéficie de la vigueur des échanges mondiaux et des tendances de consommation qui s'orientent encore vers les gammes supérieures.

Les vendanges 2015 en France sont plutôt prometteuses

Avec 47,7 millions hl, la récolte de vin de 2015 est proche de celle de 2014 et reste supérieure à celle des cinq dernières années.

Si les conditions climatiques pluvieuses de septembre ont généré quelques problèmes dans

certaines zones de production, les températures estivales et le climat de cet automne ont été plutôt favorables. Les professionnels attendent d'une manière générale un millésime d'excellente qualité. Les Italiens atteignent une production d'un niveau supérieur à celle de 2014 et proche de 50 Mhl, ravissant à la France sa place de 1^{er} pays producteur.

Le 3^e domaine viticole mondial

En Espagne, la production marque le pas et devrait avoisiner 43 millions d'hl. Rappelons que l'Espagne possède le plus grand vignoble au monde avec 1,021 million d'ha suivi de la Chine avec 800 000 ha. Le vignoble chinois, qui

	Récolte 2015 Milliers LE	2015-2014	2015/Moyenne 5 ans
CHAMPAGNE	2 615	-11 %	-2 %
BOURGOGNE - BEAUJOLAIS	2 087	-16 %	-8 %
ALSACE	1 039	0 %	-2 %
SAVOIE	112	+5 %	-2 %
JURA	90	+19 %	+8 %
VAL DE LOIRE	2 919	+7 %	+8 %
CHARENTE	0 849	+6 %	+8 %
SUD-OUEST	3 547	+4 %	+5 %
BORDELAIS	5 770	+2 %	+5 %
LANGUEDOC ROUSSILLON	13 560	+7 %	+4 %
CORSE	330	0 %	+1 %
SUD EST	5 667	-8 %	+6 %
TOTAL	47 666	+1 %	+4 %

Dans les années 80 à 2000, les vins des pays du nouveau monde avaient multiplié par quatre leurs exportations.

représentait moins de 4 % des surfaces mondiales en 2000, en représente aujourd'hui près de 11 %. Son poids reste relatif côté production, au 8^e rang avec 11M/hl. La France occupe désormais la 3^e place en surface, avec 792 000 ha et l'Italie la 4^e place avec 690 000 ha.

Il faudra aussi compter dans les prochaines années avec le développement de la production de pays plus à l'est: notamment la Slovénie, la Bulgarie et la République Tchèque en forte progression. L'Europe devrait voir sa production augmenter de 2,9 % cette année par rapport à 2014.



Les échanges mondiaux se multiplient

La consommation mondiale stagne actuellement en volume mais avec une évolution à la baisse dans les pays de culture traditionnelle viticole et à la hausse chez les nouveaux consommateurs. Cinq pays représentent à eux seuls la moitié de la consommation mondiale: les États Unis en tête avec 13 % du volume mondial, la France 12 %, l'Italie 9 %, l'Allemagne 8 %, et la Chine 7 %. L'évolution de consommation hors Europe

se traduit par une croissance des échanges mondiaux. En 2014, 104M/hl ont été échangés dans le monde (+2 %). L'Espagne a pris la première place des exportations en volume, la France restant leader en valeur avec 7,7 milliards d'euros sur un total d'échange de 26 milliards. Le total des exportations avec les spiritueux représente un montant de 11 milliards d'euros. Les exportations françaises en 2014 ont été en légère régression, principalement sur le marché chinois. Cela est dû pour partie aux faibles récoltes bordelaises en 2012 et 2013 et à la volonté des dirigeants chinois de stopper la corruption liée aux alcools de luxe. Par contre au premier semestre 2015, les exportations de vins françaises redeviennent dynamiques et progressent de 7 %, tirées par les vins mousseux et le Champagne (+9 % en valeur). Les États unis sont en forte augmentation (+29 % en valeur). L'Asie progresse (+12 % en valeur) sur les marchés de Chine, Hong Kong et du Japon qui reprennent leur développement.

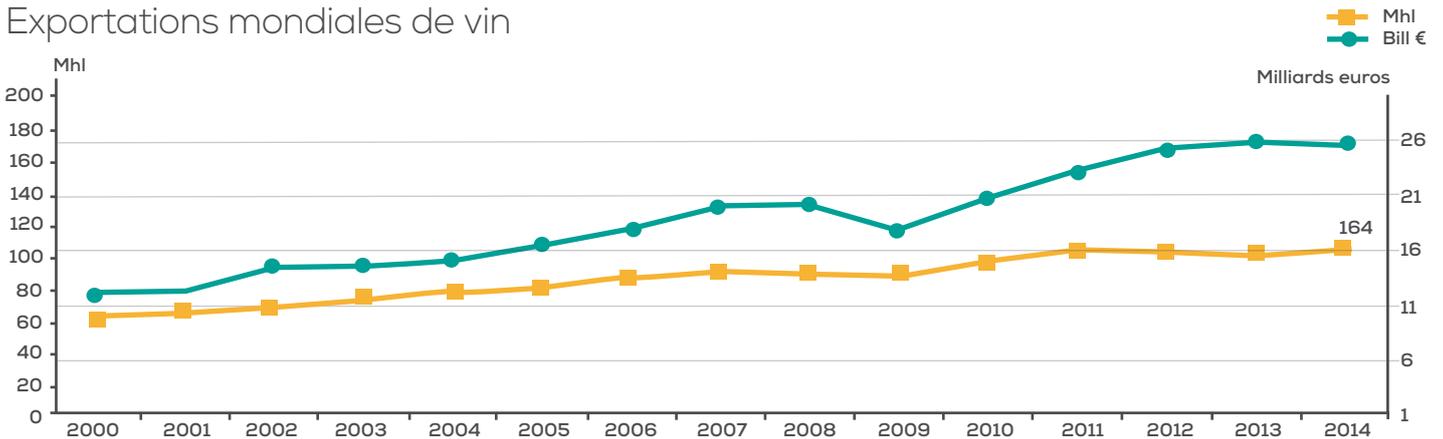
Le marché Européen, plus mature, est beaucoup plus calme et marque un recul en volume et une faible croissance en valeur.

Grâce à leur qualité, les vins français retrouvent une place de leader

Dans les années 80 à 2000, les vins des pays du nouveau monde avaient multiplié par quatre leurs exportations, cela avait bouleversé le paysage viticole, les vins de table français ne trouvaient plus de marchés et finissaient fréquemment en distillation.

Les nouvelles attentes des consommateurs moins standardisées et orientées davantage vers des gammes supérieures correspondent mieux aux segments des productions françaises.

Exportations mondiales de vin



Grâce aux changements et aux progrès des techniques de production (à la vigne comme en cave), l'amélioration qualitative des vins français (liée à la spécificité des AOC françaises) a permis à la France de retrouver une place prépondérante (1^{re} en valeur) sur les marchés mondiaux. Les nouvelles attentes des consommateurs moins standardisées

et orientées davantage vers des gammes supérieures correspondent mieux aux segments des productions françaises et permettent de dégager des rentabilités supérieures. Les vins australiens plus standardisés et moins en phase avec ces nouvelles attentes sont actuellement en difficulté sur le marché des États-Unis.



Pierre-Gérard POUTEAU
pgpouteau@49.cerfrance.fr



Conseil National du réseau CERFRANCE

18 rue de l'Armorique 75015 PARIS
Tél. + 33 (0)1 56 54 28 28 Fax. + 33 (0)1 56 54 28 29
www.cerfrance.fr

Directeur de la publication: Christophe Lambert

Directeur de la rédaction: Philippe Boullet

Rédacteur en chef: Marc Varchavsky

Membres du comité de rédaction: Fabien Balzeau, Fabien Barrabé, Philippe Boullet, Christine Huppert, Pierre-Yves Lelong, Thierry Lemaître, Jacques Mathé, Jean-Yves Morice, Martine Poupard, Pierre-Gérard Pouteau, Guillaume Maraval, Marc Varchavsky.

Réalisation: Les P'tits Papiers

Crédit photo: © Fotolia